

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
VILLE DE MONTMAGNY  
Val d'Oise  
Canton de Deuil - La Barre



## PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

**SÉANCE ORDINAIRE 30 MARS 2023**

Nombre de conseillers en exercice : 33

### **Étaient présents :**

Patrick FLOQUET, Maire,

François ROSE, Karine FARGES, Jean-Pierre YETNA, Marie-Noëlle FLOTTERER, Mourad AZZI, Bakhta MAÏCHE, Jean-Luc LEROY, Elvire TENO, Mustapha BAMBA, Jacqueline RAGOT, Mireille BENATTAR, Hervé MARTIN, Albert BLONDEL, Abdelaziz LALMI, Bernard NARBONI, Bernard LABORDE, L'Houssain EL MAZOUZI, Maha GULFRAZ (*jusqu'au point 9*), Loganayagi VASANTE, Selva ANNAMALE, Soria MAÏCHE, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY, Laurent POULOT.

### **Étaient absents et avaient donné pouvoir :**

Patricia EGASSE à Albert BLONDEL ;  
Francine KANCEL à Jacqueline RAGOT ;  
Alain BOCCARA à Laurent POULOT ;

### **Étaient absents :**

Colette LAMBERT, Raouf BAKHA, Barbara EZELIS.

**Patrick FLOQUET**, Maire, ouvre la séance à 21 heures.

**Patrick FLOQUET** procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint.

**Mireille BENATTAR** est nommée secrétaire de séance à l'unanimité.

## **ORDRE DU JOUR**

1. Approbation de la convention de mise à disposition de moyens et de services à titre gracieux entre la ville de Montmagny et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).
2. Créations, suppressions de postes et autorisation de recourir à du personnel contractuel.
3. Mise à jour du tableau des effectifs au 1<sup>er</sup> avril 2023.
4. Autorisation de recours au service civique.
5. Approbation de la convention relative à la mise à disposition d'un agent du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne pour une mission de formation des membres de la formation spécialisée (FSSSCT).
6. Revalorisation de l'indemnité forfaitaire de télétravail à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
7. Compte de gestion 2022.
8. Compte administratif 2022.
9. Affectation du résultat 2022.
10. Budget primitif 2023.
11. Fiscalité directe locale 2023.
12. Subventions de fonctionnement 2023 aux associations et organismes.
13. Approbation de la modification à la convention d'objectifs entre l'association Montmagny Sports et la commune de Montmagny au titre de l'année 2023.
14. Bilan des cessions et des acquisitions foncières réalisées en 2022.
15. Chemin rural du Clos Gauche : désaffectation partielle.
16. Décisions du Maire prises dans le cadre de ses délégations.

### **Informations**

### **Questions orales**

<b>1. APPROBATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS ET DE SERVICES A TITRE GRACIEUX ENTRE LA VILLE DE MONTMAGNY ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS).</b>
---

Le CCAS est un établissement public dont le principe d'action est la solidarité entre les catégories sociales et les générations.

Il joue un rôle essentiel en faveur de la population magnymontoise par le développement d'une politique sociale sur l'ensemble du territoire communal, ce qui répond à l'ambition municipale.

Pour remplir ses missions, il collabore avec les institutions publiques et privées et en particulier certains services de la ville : direction générale, ressources humaines, affaires juridiques, finances/marchés publics, direction des services informatiques et téléphonie, accueil et standard.

Ces services sont en effet amenés à apporter leur concours en tout ou partie, leurs moyens et leur expertise technique au CCAS.

C'est pourquoi, il est nécessaire de formaliser les relations entre la ville de Montmagny et le CCAS par la signature d'une convention de mise à disposition de moyens et de services.

La convention ainsi élaborée est à titre gracieux. Sa durée est de 3 ans renouvelable une fois par tacite reconduction pour le même laps de temps.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention de mise à disposition de moyens et de services entre la ville et le CCAS, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.123-4 à L.123-9 et R.123-1 à R.123-26 ;

**Vu** la loi n 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les régions, les départements et l'Etat en matière d'action sociale et de santé ;

**Vu** l'avis du comité social territorial de la commune en date du 17 mars 2023 ;

**Vu** la délibération du CCAS en date du 20 mars 2023 ;

**Considérant** que la ville a pour objectif le développement d'une politique sociale sur l'ensemble du territoire en complément des dispositifs existants mis en œuvre par le Département et l'Etat, pour toute la population ;

**Considérant** que le CCAS doit, pour mener à bien cette action, pouvoir s'appuyer sur certains services municipaux en tout ou partie ;

**Considérant** que cette collaboration nécessite d'être formalisée par l'adoption d'une convention de mise à disposition de moyens et de services ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,**

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition de moyens et de services à titre gracieux, d'une durée de 3 ans renouvelable une fois par tacite reconduction pour la même durée, telle que jointe en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

## **2. CREATIONS, SUPPRESSIONS DE POSTES ET AUTORISATION DE RECOURIR A DU PERSONNEL CONTRACTUEL.**

Il est rappelé que les emplois de la commune de Montmagny sont créés par l'organe délibérant de la collectivité et il appartient donc au conseil municipal de créer les emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Les créations des emplois résultent des besoins de la collectivité pour répondre à une meilleure organisation des services.

Les créations de postes ont pour objectif de développer des activités dans un contexte de nouveauté et de modification de l'organisation de travail interne.

Il est nécessaire de mettre à jour les effectifs en termes de besoin.

Il convient donc de créer des emplois et d'autoriser le recours à des contractuels pour des raisons de continuité de services pour les motifs réglementaires suivants :

- pour des raisons liées à un accroissement temporaire d'activité,
- pour des raisons liées à un accroissement saisonnier d'activité,
- pour des raisons de besoins de services et en raison de la nature des fonctions et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions,
- pour assurer le remplacement temporaire d'un fonctionnaire indisponible pour une durée déterminée dans la limite de l'absence du fonctionnaire à remplacer,
- pour des besoins de continuité de service et pour faire face à la vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

Il convient également de supprimer les emplois suivants pour les motifs réglementaires suivants :

- régularisation des effectifs suite aux départs de la collectivité,

**C'est pourquoi, il est proposé au conseil municipal, afin de maintenir et de pérenniser les organisations de certains services :**

#### **Direction des affaires culturelles**

Suite au départ en retraite de la responsable de la médiathèque et pour pourvoir à son remplacement,

- **Créer** un poste permanent de responsable de médiathèque à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie A au cadre d'emploi des conservateurs territoriaux du patrimoine, des conservateurs territoriaux de bibliothèque, des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, des bibliothécaires territoriaux ou de catégorie B au cadre d'emploi des assistants territoriaux de conservation du patrimoine à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie A au cadre d'emploi des conservateurs territoriaux du patrimoine, des conservateurs territoriaux de bibliothèque, des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, des bibliothécaires territoriaux ou de catégorie B au cadre d'emploi des assistants territoriaux de conservation du patrimoine à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour pallier le poste vacant de chargé de missions au service culturel,

- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-14° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée d'un an renouvelable dans la limite d'une durée totale de deux ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### **Direction des finances**

Pour répondre au besoin de personnel pour accomplir les missions en lien avec la commande publique,

- **Créer** un poste permanent de responsable des marchés publics et des achats à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des rédacteurs ou de catégorie C au cadre d'emploi des adjoints administratif à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Autorise** le recours à des personnels contractuels de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des rédacteurs ou de catégorie C au cadre d'emploi des adjoints administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée

de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

### **Direction de la jeunesse et des sports**

Pour le service jeunesse (Villemant et Valadon) :

Afin d'encadrer les jeunes pendant les vacances scolaires de l'année 2023,

- **Créer** deux postes non permanents pour accroissement saisonnier d'activité, d'agent d'animation  
à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint d'animation  
à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-23-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 6 mois maximum dans la limite d'une période de 12 mois consécutifs ;

### **Direction des affaires sociales**

Afin d'encadrer les jeunes pendant les vacances scolaires de l'année 2023,

- **Créer** deux postes non permanents pour accroissement saisonnier d'activité, d'agent d'animation  
à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint d'animation  
à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-23-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 6 mois maximum dans la limite d'une période de 12 mois consécutifs ;

Pour pallier la vacance au poste d'animateur du centre socio-culturel,

- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade d'animateur à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour pallier la vacance au poste de référent familles et chargé de la préfiguration du projet partagé de développement local pour les familles en lien avec les animateurs socio-éducatifs,

- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade d'animateur à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### Direction des affaires générales

Afin d'assurer le traitement des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports pendant la période estivale,

- **Créer** un poste non permanent pour accroissement saisonnier d'activité, d'agent administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint administratif à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-23-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 6 mois maximum dans la limite d'une période de 12 mois consécutifs ;

Suite au départ en retraite pour invalidité d'un agent officier d'état civil,

- **Supprimer** un poste permanent d'officier d'état civil de catégorie C au grade d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Créer** un poste permanent d'officier d'état civil de catégorie C au grade d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-14 du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée d'un an renouvelable dans la limite d'une durée totale de deux ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### Direction du service scolaire et périscolaire

Afin de pourvoir au remplacement de la directrice du service,

- **Créer** un poste permanent de directeur/trice du service scolaire et périscolaire à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des animateurs à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des animateurs à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour pallier la vacance au poste de responsable du pôle restauration et entretien,

- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour répondre aux besoins et accroître l'amplitude horaire d'un agent d'animation,

- **Créer** un poste permanent d'agent d'animation à temps non complet à raison de 31h30 hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
  - **Supprimer** un poste permanent d'agent d'animation à temps non complet à raison de 28h00 hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 31 mars 2023 ;

#### Direction de l'aménagement et cadre de vie

Suite à des mutations externes,

- **Supprimer** un poste permanent de menuisier à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'agent de maîtrise à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
- **Supprimer** un poste permanent de peintre polyvalent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'agent de maîtrise principal à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
- **Créer** un poste permanent de menuisier à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;
- **Créer** un poste permanent de peintre polyvalent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Afin de pérenniser les emplois des agents de voirie,

- **Créer** un poste permanent d'agent de voirie à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Créer** un poste permanent d'agent de voirie à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-14° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée d'un an renouvelable dans la limite d'une durée totale de deux ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### **Direction du service informatique et téléphonie**

Pour pallier la vacance au poste de technicien informatique,

- **Autoriser** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade de technicien à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Vu** l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;

**Vu** les délibérations relatives aux créations d'emplois et aux suppressions de postes ;

**Vu** le tableau des effectifs ;

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 17 mars 2023 ;

**Considérant** la nécessité de mettre à jour les effectifs en termes de besoins ;

**Considérant** que les emplois de la commune de Montmagny sont créés par l'organe délibérant de la collectivité et qu'il appartient donc au conseil municipal de créer les emplois nécessaires au fonctionnement des services ;

**Considérant** qu'il convient de créer des emplois et d'autoriser le recours à des contractuels pour des raisons de continuité de service, pour des raisons d'accroissement temporaire d'activité, pour des raisons d'accroissement saisonnier d'activité, pour des raisons de besoins de service et en raison de la



nature des fonctions et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions, pour assurer le remplacement temporaire d'un fonctionnaire indisponible pour une durée déterminée dans la limite de l'absence du fonctionnaire à remplacer et pour des besoins de continuité de service, pour faire face à la vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire ;

**Considérant** l'avis favorable du comité social territorial du 17 mars 2023 sur les suppressions de postes ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Patrick FLOQUET ;

**Franck CAPMARTY** : « Il est indiqué la création d'un poste d'adjoint technique. S'agit-il d'une embauche à une qualification inférieure à celui qui est remplacé ? Je ne connais pas bien les qualifications. L'adjoint technique est-il mieux que l'agent de maîtrise ? Si je comprends bien, on enlève un agent de maîtrise pour mettre un adjoint technique, ayant donc une qualification inférieure. Est-ce que l'agent de maîtrise est parti ? Je comprends qu'il n'a pas les qualifications du précédent. »

**Monsieur le Maire** : « On embauche un agent qui a les qualifications pour tenir le poste et les tâches affectées. Le nouveau n'a pas le même grade et n'a surtout pas le même âge que la personne qu'il remplace. Les grades sont acquis en fonction des années. »

**François ROSE** montre à monsieur CAPMARTY les peintures faites par l'ancien peintre sur le mur à sa droite. Il indique que le nouveau parviendra à faire certainement aussi bien.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

#### **Direction des affaires culturelles**

Suite au départ de la responsable de la médiathèque et pour pourvoir à son remplacement,

- **CREER** un poste permanent de responsable de médiathèque à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie A au cadre d'emploi des conservateurs territoriaux du patrimoine, des conservateurs territoriaux de bibliothèque, des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, des bibliothécaires territoriaux ou de catégorie B au cadre d'emploi des assistants territoriaux de conservation du patrimoine à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **AUTORISER** le recours à des personnels contractuels de catégorie A au cadre d'emploi des conservateurs territoriaux du patrimoine, des conservateurs territoriaux de bibliothèque, des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, des bibliothécaires territoriaux ou de catégorie B au cadre d'emploi des assistants territoriaux de conservation du patrimoine à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour pallier le poste vacant de chargé de missions au service culturel,

- **AUTORISER** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311- du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-14° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée d'un an

renouvelable dans la limite d'une durée totale de deux ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

### Direction des finances

Pour répondre au besoin de personnel pour accomplir les missions en lien avec la commande publique,

- **CREE** un poste permanent de responsable des marchés publics et des achats à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des rédacteurs ou de catégorie C au cadre d'emploi des adjoints administratif à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des rédacteurs ou de catégorie C au cadre d'emploi des adjoints administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

### Direction de la jeunesse et des sports

Pour le service jeunesse ( Villemant et Valadon ) :

Afin d'encadrer les jeunes pendant les vacances scolaires de l'année 2023,

- **CREE** deux postes non permanents pour accroissement saisonnier d'activité, d'agent d'animation à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;
- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-23-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 6 mois maximum dans la limite d'une période de 12 mois consécutifs ;

### Direction des affaires sociales

Afin d'encadrer les jeunes pendant les vacances scolaires de l'année 2023,

- **CREE** deux postes non permanents pour accroissement saisonnier d'activité, d'agent d'animation à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;
- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-23-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 6 mois maximum dans la limite d'une période de 12 mois consécutifs ;

Pour pallier la vacance au poste d'animateur du centre socio-culturel,

- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade d'animateur à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour pallier la vacance au poste de référent familles et chargé de la préfiguration du projet partagé de développement local pour les familles en lien avec les animateurs socio-éducatifs,

- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade d'animateur à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### Direction des affaires générales

Afin d'assurer le traitement des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports pendant la période estivale,

- **CREER** un poste non permanent pour accroissement saisonnier d'activité, d'agent administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint administratif à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 ;
- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-23-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 6 mois maximum dans la limite d'une période de 12 mois consécutifs ;

Suite au départ en retraite pour invalidité d'un agent officier d'état civil,

- **SUPPRIMER** un poste permanent d'officier d'état civil de catégorie C au grade d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **CREER** un poste permanent d'officier d'état civil de catégorie C au grade d'adjoint administratif à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-14° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée d'un an renouvelable dans la limite d'une durée totale de deux ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### Direction du service scolaire et périscolaire

Afin de pourvoir au remplacement de la directrice du service,

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

- **CREER** un poste permanent de directeur/trice du service scolaire et périscolaire à temps complet  
à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des animateurs à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023 ;
- **AUTORISER** le recours à des personnels contractuels de catégorie A au cadre d'emploi des attachés ou de catégorie B au cadre d'emploi des animateurs à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour pallier la vacance au poste de responsable du pôle restauration et entretien,

- **AUTORISER** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Pour répondre aux besoins et accroître l'amplitude horaire d'un agent d'animation,

- **CREER** un poste permanent d'agent d'animation à temps non complet à raison de 31h30 hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
- **SUPPRIMER** un poste permanent d'agent d'animation à temps non complet à raison de 28h00 hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint d'animation à compter du 31 mars 2023 ;

#### **Direction de l'aménagement et cadre de vie**

Suite à des mutations externes,

- **SUPPRIMER** un poste permanent de menuisier à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'agent de maîtrise à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
- **SUPPRIMER** un poste permanent de peintre polyvalent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'agent de maîtrise principal à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
- **CREER** un poste permanent de menuisier à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **AUTORISER** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;
- **CREER** un poste permanent de peintre polyvalent à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **AUTORISER** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

Afin de pérenniser les emplois des agents de voirie,

- **CREE** un poste permanent d'agent de voirie à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **CREE** un poste permanent d'agent de voirie à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaire de catégorie C au grade d'adjoint technique à compter du 1<sup>er</sup> mai 2023 ;
- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie C au grade d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-14° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée d'un an renouvelable dans la limite d'une durée totale de deux ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;

#### **Direction du service informatique et téléphonie**

Pour pallier la vacance au poste de technicien informatique,

- **AUTORISE** le recours à des personnels contractuels de catégorie B au grade de technicien à raison de 35 heures hebdomadaire, par dérogation à la règle énoncée à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, pour des besoins de continuité du service, afin de faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial, sous réserve que cette vacance ait donné lieu aux formalités prévues à l'article L. 332-8-2° du code précité. Le contrat sera réalisé pour une durée de 3 ans maximum renouvelables dans la limite d'une durée totale de six ans si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi concerné par un fonctionnaire n'a pas pu aboutir ;
- **PRÉCISE** que la rémunération des agents contractuels sera calculée au maximum par référence à un indice brut de la grille indiciaire du grade de recrutement, en tenant compte des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, de la qualification détenue par l'agent ainsi que de son expérience professionnelle ;
- **PRÉCISE** que pour les emplois permanents, le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°88-145 du 15 février 1988 et n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics ;
- **PREND ACTE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la commune.

### 3. MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2023.

Toute collectivité a l'obligation de joindre chaque année au budget primitif et au compte administratif votés par l'assemblée délibérante, un état de l'effectif du personnel au 31 décembre de l'année écoulée.

Le tableau des effectifs constitue la liste des emplois permanents ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

La nécessité d'un pilotage actif et réaliste des emplois de la collectivité obéit à une double logique, réglementaire et prévisionnelle.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le tableau des effectifs des emplois de la collectivité au 1er avril 2023 tel que défini en annexe.

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2313-1, R.2313-3, R.2313-8 ;

**Vu** le code général de la fonction publique, notamment son article L.313-1 ;

**Vu** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

**Vu** les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée ;

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 17 mars 2023 ;

**Considérant** que les emplois de chaque collectivité sont créés par leur organe délibérant, il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois permanents à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions des textes précités portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Considérant** qu'il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification, de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Bernard LABORDE ;

**Bernard LABORDE** : « Par rapport aux postes vacants, on est sur une norme de 10,60 ce qu'on retrouve à peu près malheureusement ailleurs, que ce soit dans le public ou dans le privé. »

**Thierry MANSION** : « 10,60, c'est-à-dire ? »

**Bernard LABORDE** : « il s'agit du ratio des effectifs. »

**Thierry MANSION** demande si les 24 postes vacants le sont depuis longtemps.

**Bernard LABORDE** répond que c'est variable en fonction des tensions et des besoins. Il rappelle que dans le domaine de l'animation, il y a de nombreux emplois saisonniers.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

- **APPROUVE** le tableau des effectifs au 1er avril 2023, tel que présenté en annexe ;
- **PREND ACTE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la commune.

#### 4. AUTORISATION DE RECOURS AU SERVICE CIVIQUE.

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) sans condition de diplôme, qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (*association*) ou d'une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'État) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Les jeunes, bénéficiaires ou appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA, ou titulaires d'une bourse de l'enseignement supérieur au titre du 5<sup>ème</sup> échelon ou au-delà, bénéficient d'une majoration d'indemnité de 107,66 euros par mois.

L'indemnité de service civique est entièrement cumulable avec l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et l'aide au logement.

Ce dispositif s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Un agrément est délivré pour 2 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'État au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport pourront être couverts soit par des prestations en nature (accès subventionné à un établissement de restauration collective), soit par le versement d'une indemnité complémentaire mensuelle prévue par les textes ((montant prévu par l'article R121-25 du code du service national (7,43% de l'indice brut 244, soit depuis le 1<sup>er</sup> février 2017 : 107,58 €)).

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

**Vu** la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique ;

**Vu** le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique ;

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 17 mars 2023 ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Bernard LABORDE ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

- **DECIDE** de mettre en place le dispositif de service civique au sein de la collectivité à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à demander l'agrément nécessaire auprès de la direction départementale interministérielle chargée de la cohésion sociale ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à ouvrir les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation en nature ou d'une indemnité complémentaire mensuelle prévue par les textes ((montant prévu par l'article R121-25 du code du service national (7,43% de l'indice brut 244, soit depuis le 1<sup>er</sup> février 2017 : 107,58 €)) pour la prise en charge de frais d'alimentation ou de transport.

**5. APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE POUR UNE MISSION DE FORMATION DES MEMBRES DE LA FORMATION SPECIALISEE (FSSSCT).**

Une formation spécialisée sur la santé, la sécurité et les conditions de travail, appelée « formation spécialisée de service ou de site » est mise en place dès que le périmètre du comité social territorial atteint 200 agents.

Elle traite des questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.

Les employeurs territoriaux devront faire bénéficier les membres du personnel de la « formation de service ou de site » d'une formation de 5 jours au cours des 6 premiers mois de leur mandat.

Le centre interdépartemental de gestion propose de mettre à disposition un agent afin de répondre à l'obligation de formation et de permettre aux membres de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail (soit 5 titulaires et 5 suppléants) de remplir efficacement leurs missions.

La formation portera sur le contenu des missions ainsi que sur le cadre juridique applicable à la prévention des risques professionnels dans les collectivités territoriales, mais permettra également de leur fournir des outils d'analyse a priori et a posteriori de l'activité de travail et des risques.

Estimation financière de la mission :

L'estimation du coût de l'intervention pour la collectivité est établie à partir d'un tarif horaire fixé chaque année par délibération du conseil d'administration du centre de gestion, soit pour 2023 : 79,00 euros par heure de travail pour les collectivités affiliées de 10001 à 20000 habitants.

Temps total maximum estimé pour l'ensemble de la mission : 40 heures

Enveloppe budgétaire correspondante : 3 160 euros (\*).

(\*) L'évaluation se présente sous la forme d'une somme maximale dans la mesure où il n'est pas possible de prévoir exactement le nombre d'heures qui seront effectuées.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention relative à la mise à disposition d'un agent du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne pour une mission de formation des membres de la formation spécialisée (FSSSCT) et de conseil en prévention des risques professionnels.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 17 mars 2023 ;

**Considérant** que le CIG de la grande couronne propose de mettre à disposition un agent afin de répondre à l'obligation de formation et de dispenser aux membres de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail (5 titulaires et 5 suppléants) la formation nécessaire pour remplir efficacement leurs missions ;



Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Bernard LABORDE ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

- **APPROUVE** la convention relative à la mise à disposition d'un agent du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne pour une mission de formation des membres de la formation spécialisée (FSSSCT) et de conseil en prévention des risques professionnels, telle que jointe en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention ;
- **DIT** que les dépenses seront inscrites au budget de la commune ;

<b>6. REVALORISATION DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE DE TELETRAVAIL A PARTIR DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023.</b>
---

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021, le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 et l'arrêté du 26 août 2021 pris pour son application, permettent le versement d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics.

Les agents publics bénéficient du forfait télétravail sous réserve d'exercer leurs missions en télétravail dans les conditions prévues par le décret n°2016-151 du 11 février 2016 (en dehors du télétravail dans le cadre de la COVID-19).

Suite à un arrêté du 23 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats, il convient d'apporter la modification portant sur le montant de l'indemnité forfaitaire de télétravail à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le montant journalier du forfait ainsi que son plafond précédemment fixés par l'arrêté du 26 août 2021 étaient de 2,5 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 220 euros par an.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le montant du "forfait télétravail" est fixé à 2,88 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 euros par an.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133 ;

**Vu** le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Accusé de réception en préfecture 095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE Date de télétransmission : 10/07/2023 Date de réception préfecture : 10/07/2023
--

**Vu** le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

**Vu** le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 et l'arrêté du 26 août 2021 portant création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics ;

**Vu** l'arrêté du 23 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 26 août 2021 ;

**Vu** la délibération n° D/2021/07.10/71 du 07 octobre 2021 ;

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 17 mars 2023 ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Bernard LABORDE ;

**Franck CAPMARTY:** « Compte tenu de l'inflation très importante sur les énergies et autres, cette revalorisation est dérisoire, voir d'ailleurs votre appréciation de l'augmentation nécessaire pour l'électricité et le chauffage urbain en point 10 du budget. »

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 29 voix POUR et 1 ABSTENTION (Franck CAPMARTY),**

- **DECIDE** l'instauration à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 du versement du forfait télétravail à 2,88 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 euros par an, versé trimestriellement ;
- **ABROGE** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 la délibération n°2021/07.10/71 du 07 octobre 2021 ;
- **DIT** que les dépenses seront inscrites au budget de la commune.

## **7. COMPTE DE GESTION 2022.**

Monsieur LALMI propose au conseil municipal d'approuver le compte de gestion dressé par madame la Trésorière Principale de la Trésorerie de Montmorency relatif à l'exercice 2022 qui se solde par un résultat de clôture de **+ 4 183 063,21 euros** se décomposant comme suit :

- |  |                             |
|--|-----------------------------|
| ▪ Section d'Investissement (déficit)   | <b>- 1 249 292,48 euros</b> |
| ▪ Section de Fonctionnement (excédent) | <b>+ 5 432 355,69 euros</b> |

Pour tout renseignement détaillé, il convient de se reporter au compte gestion de 2022 en annexe consultable et/ou téléchargeable sur le cloud en saisissant le lien suivant :

<https://shared-assets.adobe.com/link/5550b3bb-cdec-4ae2-5430-66cc97ad76ca>

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-31 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

**Vu** le document présenté par la comptable, madame la Trésorière Principale de la Trésorerie de Montmorency ;

**Vu** l'avis de la commission des finances qui s'est tenue le 22 mars 2023 ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI,

**Laurent POULOT** s'étonne de ne pas voir indiqué les mêmes chiffres lus par monsieur Abdelaziz LALMI.

**Abdelaziz LALMI** indique qu'il s'agit bien d'un déficit à la section d'investissement de – 1 249 292,48 euros.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 24 voix POUR et 6 voix CONTRE (Alain BOCCARA, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY et Laurent POULOT)**

- **APPROUVE** le compte de gestion 2022 de la comptable, celui-ci n'appelant ni observation ni réserve sur la tenue des comptes et des écritures :

- Section d'Investissement (déficit) **- 1 249 292,48 euros**
- Section de Fonctionnement (excédent) **+ 5 432 355,69 euros**

Soit un résultat de clôture d'exercice 2022 de **+ 4 183 063,21 euros**.

## **8. COMPTE ADMINISTRATIF 2022.**

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le compte administratif dressé par la commune de Montmagny pour l'exercice 2022.

Attendu que le résultat soit conforme aux émissions de titres et de mandats du compte de gestion 2022 de la Trésorière Principale, comptable publique, et qu'il doit être corrigé par le résultat à la clôture de l'exercice antérieur, ce dernier présente un solde positif global de **2 897 571,55 euros**.

Conformément à l'article L.2121-14 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire se retirera au moment du vote.

Pour tout renseignement détaillé, il convient de se reporter au compte administratif 2022 en annexe consultable et/ou téléchargeable sur le cloud en saisissant le lien suivant :

<https://shared-assets.adobe.com/link/5550b3bb-cdec-4ae2-5430-66cc97ad76ca>

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-31 et L.1612-12 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121.14 relatif à la désignation d'un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

**Vu** le budget primitif 2022 et les décisions modificatives de l'exercice considéré ;

**Vu** le compte de gestion de l'exercice 2022 dressé par le comptable ;

**Vu** l'avis de la commission des finances qui s'est tenue le 22 mars 2023 ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI,

**Franck CAPMARTY** : « À propos des ratios nationaux, page 13 paragraphe 5, le numéro 4 dépenses d'équipement par habitant, la moyenne nationale est de 292, Montmagny est à 265,7 en 2022 et on était à 187,89 en 2021 et à 319,39 en 2020, soit sur 3 ans 257 au lieu de 292.

Malheureusement notre commune et votre majorité municipale, Monsieur le Maire, investit moins que cette moyenne nationale par habitant, et c'est très regrettable pour les Magnymontois. »

**Pascale ANDRIANASOLO** : « Le résultat de l'exercice 2022 avec des chiffres réels démontre qu'il y a une baisse importante de l'excédent. Au niveau de l'affectation du résultat 2022, vous proposez, comme tous les ans, d'affecter une partie de la répartition. »

**Abdelaziz LALMI** répond que cela sera abordé au prochain point.

**Pascale ANDRIANASOLO** : « Les frais de personnel étaient moins importants, donc je pense qu'on doit avoir une équipe jeune et dynamique au niveau de la mairie. »

**Abdelaziz LALMI** a précisé que la situation était stable en 2021 par rapport à 2020. Il ajoute qu'en 2022, il y aura aussi une stabilité.

**Pascale ANDRIANASOLO** : « À chaque fois il y a un agent plus qualifié qui s'en va et la mairie embauche un agent moins qualifié. Aussi, je pense que la moyenne d'âge des employés de la mairie doit avoir baissé. »

**Abdelaziz LALMI** ne partage pas cet avis. Il rappelle l'effet de noria présenté dans le ROB.

L'effet de noria désigne, en matière de gestion des ressources humaines, la mesure de l'économie obtenue par une entreprise lors du remplacement de salariés âgés par des salariés plus jeunes, à effectifs constants.

**Bernard LABORDE** : « L'effet indiciaire joue et c'est vrai que ce n'est pas une compétence inférieure, c'est surtout un effet indiciaire. »

**Pascale ANDRIANASOLO** souhaite employer le mot « moins expérimenté » dans ce cas.

**Franck CAPMARTY** suppose que madame Andrianasolo a indiqué « moins qualifié » en pensant « qualification inférieure ».

**Bernard LABORDE** : « Qu'entendez-vous par qualification inférieure, monsieur Capmarty ? »

**Franck CAPMARTY** : « Dans chaque métier, il existe une qualification spécifique. »

**Bernard LABORDE** pense que monsieur Capmarty confond qualification et compétence. Ces termes n'ont pas la même définition.

**Abdelaziz LALMI** : « Il n'y a pas qu'au niveau des embauches, il s'agit aussi d'une réorganisation au niveau du service des ressources humaines. Le poste des ressources humaines est un poste rigide et difficile. Il y a un effectif en-dessous duquel on ne peut pas faire fonctionner la collectivité. »

**Thierry MANSION** indique que la collectivité peut privilégier les saisonniers.

**Bernard LABORDE** : « Le caractère saisonnier dans le cadre de l'animation est important ; d'autre part, dans le privé ou dans le public, il y a une forte tension au niveau des emplois, aussi la collectivité territoriale en subit les conséquences. Certainement plus à cause de l'attractivité moindre par rapport au privé.

**Thierry MANSION** : « Est-ce que les chiffres sont un peu meilleurs ou plus bas, parce qu'il manque quelques postes, ou est-ce qu'il y a quelques postes à pourvoir ? »

**Monsieur le Maire** : « De toute façon, vous devez savoir que dans toutes les collectivités aujourd'hui on a des difficultés à recruter. Aussi il y a des postes qui manquent plus longtemps qu'ils ne devraient l'être ou qui l'auraient été il y a quelques années. C'est un constat. »

**Thierry MANSION** : « Ce qui veut dire que demain si les postes sont pourvus, l'indice va remonter. »

**Monsieur le Maire** indique que la collectivité a du mal à trouver des titulaires. Ce poste diminue et le poste des contractuels augmente.

**Monsieur le Maire** déclare : « Aujourd'hui nous venons de vous présenter le meilleur compte administratif depuis que je suis aux manettes des finances de la ville, c'est-à-dire depuis 2001.

Concernant la remarque de madame Andrianasolo, je dois constater que, contrairement à ce que vous affirmez, le résultat de 2022 n'a jamais été aussi important que cette année.

J'ai connu en 2001 mes années les plus difficiles avec une mise sous tutelle très présente et la ville mise sous alerte de la sous-préfecture au niveau des finances pendant une petite dizaine d'années, le temps de redresser la situation dramatique dont j'avais héritée, c'est loin, mais je vous demande de ne jamais l'oublier.

Quand on entend deux des protagonistes de l'époque dire il n'y a pas si longtemps « on va avoir une ville à gérer » ça me fait peur.

Je me suis toujours battu pour trouver à chaque fois le moyen de ne pas augmenter les impôts et j'y suis parvenu puisque depuis 2002 le taux des impôts qui reviennent à la commune n'a pas augmenté. Votre montant de taxe foncière pouvant augmenter au profit d'autres organismes sans que le montant versé pour la commune ne change.

Notre produit de taxe foncière est de 527€/hab. contre une moyenne de 612€/hab. pour les autres communes de la région, soit 16% de moins de recette de la taxe foncière et pourtant notre niveau de dépenses est identique et certains trouvent les impôts élevés à Montmagny.

Nos recettes de fonctionnement en 2022 ont augmenté plus rapidement que les dépenses de fonctionnement, ce qui explique une augmentation significative de notre EBE (excédent brut d'exploitation).

Et ceci malgré un début d'augmentation des dépenses des charges à caractère général notamment les fluides + 175 000€ depuis 2 ans et les contrats à la hausse, tels que la restauration (plus 5% en 2022) et les contrats d'entretien. La revalorisation du point d'indice de 3,5% pour le personnel communal entre aussi en compte

Concernant la restauration, dans le même temps nous n'avons pas augmenté nos tarifs, ou très peu, donc nos recettes dans une telle proportion.

Pour résumer :

- coût de l'énergie
- hausse de la masse salariale (revalorisation du point d'indice et du SMIC)
- difficulté à trouver du personnel titulaire qualifié
- coût des matières premières en forte augmentation
- désengagement de l'Etat : sécurité, médecins.
- changement permanent des règles du jeu fiscal notamment
- création de nouvelles normes qui tendent à régenter notre quotidien dans les moindres détails et à tous les niveaux comme la restauration, l'isolation, l'accessibilité, la sécurité ou la ventilation des bâtiments publics ou encore en matière d'urbanisme et de construction où tout se complexifie. Toutes les normes ont bien sûr une répercussion sur nos coûts.

Autre satisfaction des dernières années : notre dette est bien maîtrisée, elle est passée de 21,3 millions au 01/01/2017 à 13,5 millions au 01/01/2023, soit une diminution de 7,8 millions d'euros et elle diminuera encore en 2023 nous le verrons puisqu'il est prévu d'emprunter au maximum 1,3 million d'euros alors que nous rembourserons en capital cette année 1,847 million d'euros.

Pour bien comprendre l'importance de la baisse de la dette, deux chiffres :

Entre 1995 et 2001 la dette avait augmenté de 4,4M€ en 6 ans.

Entre 2001 et 2023, la dette a diminué de 1M€ soit en 22 ans

Et encore 1 million aujourd'hui n'a pas la même valeur que 1 million d'il y a 25 ans.

En 2022, nous avons eu un taux de réalisation de nos dépenses d'investissement élevé, 65,82%, sans avoir emprunté et grâce au recours aux subventions et à un autofinancement élevé.

Le bon résultat 2022 permettra à la ville de Montmagny de passer l'année 2023 sans augmentation des impôts, malgré les hausses importantes de nos charges de gestion. »

Sous la présidence de monsieur François ROSE et après le départ de la salle de Monsieur le Maire qui n'a donc pas pris part au vote ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 23 voix POUR et 6 voix CONTRE (Alain BOCCARA, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY et Laurent POULOT),**

- **CONSTATE** la concordance des écritures du compte administratif 2022 avec celles du compte de gestion 2022 ;
- **APPROUVE** le compte administratif 2022 dont les résultats comptables sont les suivants :

COMPTE ADMINISTRATIF 2022		Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice	Résultat reporté	Résultat de clôture
Réalizations	Section de fonctionnement	21 433 509,01	18 985 795,74	2 447 713,27	2 984 642,42	5 432 355,69
	Section d'investissement	5 296 183,19	5 843 171,96	- 546 988,77	- 702 303,71	- 1 249 292,48
	<b>Budget total</b>	<b>26 729 692,20</b>	<b>24 828 967,70</b>	<b>1 900 724,50</b>	<b>2 282 338,71</b>	<b>4 183 063,21</b>
Restes à réaliser	Section d'investissement	465 429,29	1 750 920,95	- 1 285 491,66	0	- 1 285 491,66
<b>TOTAL</b> (Réalizations et restes à réaliser)		<b>27 195 121,49</b>	<b>26 579 888,65</b>	<b>615 232,84</b>	<b>2 282 338,71</b>	<b>2 897 571,55</b>

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

Le résultat net global de clôture est donc de **2 897 571,55 euros**.

- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser de la section d'investissement susmentionnée.

## **9. AFFECTATION DU RESULTAT 2022.**

Conformément à la réglementation, il est proposé au conseil municipal de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2022 s'élevant à **5 432 355,69 euros** qui sera repris dans le budget primitif de la commune 2023 comme suit :

- **En section d'investissement : 2 534 784,14 euros** Article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » ;
- **En section de fonctionnement : 2 897 571,55 euros** Article 002 « excédents de fonctionnement reportés » ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2311-5 qui stipule que les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

**Vu** le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2022 ;

**Vu** l'avis de la commission des finances qui s'est tenue le 22 mars 2023 ;

**Considérant** le résultat de la section d'investissement du compte administratif 2022 qui s'élève à **-1 249 292,48 euros** ;

**Considérant** les restes à réaliser de la section d'investissement qui présentent un différentiel de **-1 285 491,66 euros** ;

Il y a lieu de procéder à l'affectation d'une partie de l'excédent de fonctionnement en section d'investissement pour un montant de **2 534 784,14 euros** ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI,

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 24 voix POUR et 6 CONTRE (Alain BOCCARA, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY et Laurent POULOT),**

- **DECIDE** d'affecter le résultat de clôture de la section de fonctionnement de l'exercice 2022 s'élevant à **5 432 355,69 euros** au budget primitif de l'exercice 2023 comme suit :
  - **En section d'investissement : 2 534 784,14 euros** article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » ;
  - **En section de fonctionnement : 2 897 571,55 euros** article 002 « excédents de fonctionnement reportés » ;

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

## 10. BUDGET PRIMITIF 2023.

Monsieur LALMI propose au conseil municipal d'approuver les sections de fonctionnement et d'investissement, par chapitres, du budget primitif 2023 de la commune.

Le budget est équilibré en recettes et en dépenses à la somme totale de **33 817 671,11 euros** et se répartit comme suit :

- Section de fonctionnement 23 825 328,84 euros.
- Section d'investissement 9 992 342,27 euros.

Pour tout renseignement détaillé, il convient de se reporter au budget primitif 2023 en annexe que vous pouvez consulter et/ou télécharger sur le cloud en saisissant le lien suivant :

<https://shared-assets.adobe.com/link/5550b3bb-cdec-4ae2-5430-66cc97ad76ca>

**Vu** la loi n°94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales ;

**Vu** la loi n°96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1612-2, L.2311-2, L.2312-1, L.2312-3 et L.2312-4 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

**Vu** la délibération du conseil municipal du 25 septembre 1996 instituant le vote par nature du budget ;

**Vu** la séance du conseil municipal en date du 16 mars 2023 au cours de laquelle s'est tenu le Débat d'Orientations Budgétaires ;

**Vu** l'avis de la commission des finances qui s'est tenue le 22 mars 2023 ;

**Vu** les délibérations prises ce jour et se rapportant à l'approbation du compte de gestion 2022 et du compte administratif 2022 ;

**Vu** la délibération prise ce jour et relative à l'affectation du résultat 2022 en recettes d'investissement (article 1068) d'une partie de l'excédent de fonctionnement ;

**Vu** le document budgétaire 2023, ci-annexé ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI,

**Pascale ANDRIANASOLO** : « Les dépenses liées à l'énergie connaissent une augmentation de + 46 % alors que les autres villes constatent une augmentation de 20 %. Comment pouvez-vous justifier cette différence ?

Au niveau des dotations, c'est le chapitre DGF versé par l'Etat, la dotation de l'an dernier était nettement supérieure à ce qui a été inscrit, soit 6,8 millions et on a perçu 7,4 millions et cette année il y a inscrit 7 millions. Y'aura-t-il une augmentation ? »



**Monsieur le Maire** répond que les 7 millions ne concernent pas la DGF, il s'agit du chapitre entier aux dotations. Il est prévu 12 282 000 € de dotations cette année.

**Pascale ANDRIANASOLO** : « Concernant les dépenses d'équipement, ça fait plusieurs années que l'on s'aperçoit qu'il y a un taux de réalisation de 65 %, ce qui est assez faible. »

**Monsieur le Maire** est étonné et demande sur quoi se base madame Andrianasolo. Il rappelle que le commencement de travaux est induit par de nombreuses étapes préalables.

Il y a tout d'abord le dépôt des dossiers de subventions en février/mars puis le lancement des appels d'offres en mai, pour une attribution en juin. Ainsi le début des travaux peut s'opérer après toutes ces phases préparatoires, sans compter que pendant les vacances estivales et notamment au mois d'août les entreprises de travaux ne travaillent pas.

Cela dépend également du volume des travaux. Si le volume est faible, ils peuvent être réalisés en 6 mois, néanmoins s'il s'agit d'un bâtiment le délai sera plus long. Les dépenses et recettes sont donc sur deux exercices budgétaires.

**Pascale ANDRIANASOLO** a comparé les chiffres par rapport aux autres villes ayant la même strate démographique.

**François ROSE** souhaite obtenir le nom de ces villes.

**Pascale ANDRIANASOLO** ne les a pas en tête.

**Monsieur le Maire** demande si elles ont un taux de subvention comme Montmagny.

**Pascale ANDRIANASOLO** : « La CAF brute et la CAF nette diminuent cela est dû à une hausse des dépenses plus rapide que celle des recettes. On remarque que la dette diminue, néanmoins cela induit une baisse des frais financiers. Aussi on peut remarquer que la ville a une gestion prudente pour l'encours de la dette mais ce désendettement conduit à un sous-investissement de la ville.

Comme tous les ans, on peut remarquer que les recettes de fonctionnement et les recettes fiscales sont systématiquement sous estimées sur les impôts et les dotations. »

**Franck CAPMARTY** : « L'augmentation est trop importante par rapport au réalisé 2022 du budget d'électricité : 250 % et du chauffage urbain : 500 %. Surtout que pour le point précédent, la revalorisation des indemnités, vous n'avez pas fait grand-chose par rapport à ce que vous constatez là et ce que vous allez prévoir là pour l'augmentation des budgets électricité et chauffage urbain entre autres. »

**Monsieur le Maire** : « C'est 15 % et ce n'est pas nous qui décidons. »

**Franck CAPMARTY** : « Ensuite, les droits pour les nuages multipliés par 3, c'est pourquoi ? »

**Monsieur le Maire** : « Je vous l'ai déjà dit en commission des finances : c'est l'informatique que l'on passe là au lieu de la passer au chapitre 20, en investissement. Pour obtenir le remboursement du FCTVA il y a des changements qui sont intervenus et aujourd'hui on ne peut plus en bénéficier sur ce compte là mais sur le 6512, on peut en bénéficier. »

**Franck CAPMARTY** : « Dans la présentation point 10, page 4, on constate que les dotations de subventions sont en baisse de 400 000 € pour Montmagny. »

**Jennifer BONINO** : " Je voudrais rebondir sur le propos tenu par madame Andrianasolo concernant les dépenses d'équipements, plus précisément le taux de réalisation de 65 %. Ce taux nous paraît faible car même si la dette diminue année après année, la ville investit peu.

On peut donc s'interroger : le patrimoine ne va -t-il pas se dégrader avec le temps ?

En effet, les dépenses d'équipements sont basses depuis des années en comparaison de la moyenne de la strate démographique :

261 € par habitant en 2019 (moyenne de la strate 376€)

257 € par habitant en 2020 (moyenne de la strate 309€)

188 € par habitant en 2021 (moyenne de la strate 324€)

Ces chiffres sont issus du site [impôts.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

Ainsi, on peut se demander si le patrimoine ne va pas se dégrader avec le temps."

**Monsieur le Maire** : « On ne parle pas d'entretien mais d'investissements et de constructions. Ce que l'on réalise et c'est vrai que si on fait des gros investissements, on ne peut pas les faire sur un an, on est obligé de le faire sur 2 ans. Il faut regarder également le montant des restes à réaliser et les reports. Cette année il y avait un report important et c'est des choses qui sont déjà en route puisque vous ne pouvez mettre des restes à réaliser que lorsqu'il y a un ordre de service de donné, sinon il faut l'annuler et le reporter sur le budget suivant. C'est les travaux qui sont en cours. Lorsque l'entreprise travaille, il y a toujours un décalage par rapport à l'envoi de la facture et au règlement de celle-ci, il faut tenir compte de tous ces événements pour pouvoir juger le montant des investissements. »

**Thierry MANSION** : « En complément de Mme BONINO, on a le même décalage tous les ans donc le reste à réaliser est toujours pareil. »

**Monsieur le Maire** : « il n'est pas aussi élevé habituellement que cette année. »

**Monsieur le Maire** déclare : « Nous avons rencontré d'énormes difficultés pour monter ce budget face à la hausse de nos charges de fluides, notamment depuis 2 ans et surtout cette année, et de l'inflation importante qui fait flamber tous nos tarifs.

Concernant nos fluides, madame Andrianasolo, nous avons 2 modes de gestion : soit la gestion prudente, celle que j'adopte, c'est-à-dire que lorsque l'on m'annonce en décembre que le prix de l'électricité va être multiplié par 7 et le coût du gaz par 4 ou 5, je mets un chiffre prudent. C'est vrai qu'hier au journal télévisé on nous a annoncé que le gaz est à un niveau bas, tant mieux, notre enveloppe prévue ne sera pas consommée entièrement, mais la prudence voulait que nos prévisions soient calculées au plus juste au prix de décembre, moment où nous avons fait notre budget. Les communes qui ont prévu 20% seulement d'augmentation ont pris un risque et comment auraient-elles fait si les prix étaient restés si haut, pour boucler l'année ?

Pour ma part j'ai préféré être prudent et suivre les directives de nos syndicats qui nous fournissent l'électricité et le gaz.

Nous n'avons aucun montant de nos subventions connu aujourd'hui, donc tout est prévision et je préfère prévoir moins que plus pour avoir des bonnes surprises.

Nos budgets doivent être votés en équilibre tant en fonctionnement qu'en investissement et on ne peut pas emprunter pour nos dépenses de fonctionnement, contrairement à ce que fait l'Etat pour son propre budget.

Mais pourtant :

Monsieur Bruno Lemaire veut passer au peigne fin les dépenses des collectivités.

Ça va être difficile de faire des économies à Montmagny ; ça a été fait depuis 2001 après la reprise de la commune au bord de la mise sous tutelle.

Je donnerais un conseil à notre ministre : appliquer ses directives au budget de l'Etat qui en a vraiment besoin et faire baisser la dette de la France qui doit être autour de 3000 milliards d'euros.

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

Revenons sur les dépenses d'électricité et de chauffage, notamment, qui augmentent en prévision de 1 600 000€ en 2023, dépenses non soutenues véritablement par le gouvernement malgré les amendements votés mais annulés via le recours à l'article 49-3 de la constitution.

Et pourtant cette hausse exorbitante de l'électricité et du gaz est bien de la faute de ce gouvernement qui a abandonné le nucléaire et qui nous a fait passer de pays exportateur d'électricité à un pays qui doit aujourd'hui importer son électricité, et à un coût que l'on nous impose.

Au niveau de nos travaux pour 2023, nous investirons donc principalement pour réduire nos dépenses d'énergie avec :

- le changement des 1400 candélabres de la ville qui passeront en LED et dont nous pourrions diminuer l'intensité lumineuse en fonction des heures de la nuit.
- la rénovation thermique de nos bâtiments comme le séminaire, après l'école élémentaire des Lévrieriers et de Jean-Baptiste Clément.

Face à cette hausse importante de nos dépenses sans recettes supplémentaires, comment trouver des économies puisque la solution d'augmenter les impôts n'est pas retenue ? En effet je n'ai jamais été favorable à une augmentation des impôts à Montmagny et cela depuis 22 ans.

#### Quelques pistes :

- trouver des économies en supprimant des services publics essentiels mais lesquels ?
- diminuer l'entretien des bâtiments et des routes.
- augmenter le coût de la cantine ou du périscolaire ou des crèches qui aujourd'hui représentent au maximum seulement le tiers du coût réel de la commune, et cela diminuerait alors la fréquentation de ces services payés avec la suppression de la taxe d'habitation par seulement 60% des magnymontois.
- réduire les heures d'ouverture de la mairie, des gymnases et du stade, des services.
- ne pas créer la Police Municipale de nuit.

Je vous rassure de suite, tout cela n'est pas à l'ordre du jour.

Obligatoirement, l'augmentation des dépenses de fonctionnement sans augmentation dans les mêmes proportions de nos recettes de fonctionnement entraînera comme vous venez de le faire remarquer, une diminution de notre autofinancement qui impliquera un ralentissement certain de nos dépenses d'investissement.

Il ne faut pas oublier que les dépenses d'investissement des communes représentent 70% des dépenses d'investissement public.

Au niveau de la dette en 2023, celle-ci baissera encore puisque nous rembourserons en capital 1,847 million d'euros et emprunterons au maximum si nous réalisons tous les investissements 1,3 million d'euros.

En 2023 nous faisons le choix fort de voir diminuer notre épargne brute et également notre épargne nette qui est en réalité l'autofinancement de nos investissements, mais cela uniquement si le coût de nos fluides reste aussi important.

Comme nous ne diminuerons pas notre montant d'investissement, contrairement à 2022, nous serons certainement obligés d'emprunter pour financer une partie de nos travaux.

Voilà le programme pour éviter une augmentation du taux des impôts de notre commune pour 2023, mais il ne faudrait pas que la situation de nos dépenses reste en 2024 à ce niveau car nous ne pourrions pas absorber cette hausse une seconde année consécutive.

Question importante : votre feuille d'impôt 2023

Même si le taux de la commune n'augmentera pas encore cette année, nous ne sommes pas les seuls bénéficiaires du montant de la taxe foncière, et d'autres taux augmenteront, comme la GEMAPI, sans oublier la revalorisation des bases de la taxe foncière votée par le parlement à hauteur de 7,1 pour tenir compte de l'inflation.

Il y aura donc augmentation de votre taxe foncière bien que le taux de la commune reste pour la 22ème année consécutive identique sans augmentation.

Un record !

Et peu de communes peuvent le dire tout en ayant en plus diminué leur dette dans le même temps. »

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 23 voix POUR et 6 voix CONTRE (Alain BOCCARA, Pascale ANDRIANASOLO, Thierry MANSION, Jennifer BONINO, Franck CAPMARTY et Laurent POULOT),**

- **APPROUVE** le budget primitif 2023 tel qu'il est présenté, c'est-à-dire en équilibre réel tant en section de fonctionnement que d'investissement.

Le budget primitif 2023 est équilibré en recettes et en dépenses à la somme de **33 817 671,11 euros** et se répartit comme suit :

- Section de fonctionnement 23 825 328,84 euros.
- Section d'investissement 9 992 342,27 euros.

- **APPROUVE** le budget primitif 2023 par chapitre selon le détail suivant :

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES				RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT	EN %	CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT	EN %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	6 385 000,00	26,80%	013	ATTENUATIONS DE CHARGES	220 000,00	0,92%
012	CHARGES DE PERSONNEL	12 000 000,00	50,37%	70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTE	1 075 900,00	4,52%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 149 400,00	4,82%	73	IMPOTS ET TAXES	12 282 000,00	51,55%
66	CHARGES FINANCIERES	412 000,00	1,73%	74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	7 046 700,00	29,58%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	50 000,00	0,21%	75	AUTRES PRODUITS DE GEST. COURANTE	59 800,00	0,25%
68	DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	20 000,00	0,08%	76	PRODUITS FINANCIERS	193 357,29	0,81%
022	DEPENSES IMPREVUES	200 000,00	0,84%	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	50 000,00	0,21%
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVEST	2 176 080,80	9,14%	002	EXCEDENT DE FONCT REPORTE	2 897 571,55	12,16%
042	OPES D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 432 848,04	6,01%				
TOTAL		23 825 328,84	100%	TOTAL		23 825 328,84	100%

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

DEPENSES				RECETTES			
CHAP	LIBELLE	MONTANT	EN %	CHAP	LIBELLE	MONTANT	EN %
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	215 251,55	2,15%	13	SUBVENTIONS	1 575 729,29	15,77%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 341 675,33	63,47%	1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	2 534 784,14	25,37%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	74 122,91	0,74%				
10	DOTATIONS	20 000,00	0,20%	10	DOTATIONS	460 000,00	4,60%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 846 000,00	18,48%	16	EMPRUNTS ET DETTES	1 300 000,00	13,01
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	1 000,00	0,01%	165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	1 000,00	0,01%
020	DEPENSES IMPREVUES	185 000,00	1,85%	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	451 900,00	4,52%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 000,00	0,10%	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 000,00	0,10%
040	OPES D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0	0,00%	040	OPES D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 432 848,04	14,34%
041	AUTRES OPERATIONS DE PATRIMOINE	50 000,00	0,50%	041	AUTRES OPERATIONS DE PATRIMOINE	50 000,00	0,50%
001	DEFICIT INVESTISSEMENT REPORTE	1 249 292,48	12,50%	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 176 080,80	21,78%
<b>TOTAL</b>		<b>9 992 342,27</b>	<b>100,00%</b>	<b>TOTAL</b>		<b>9 992 342,27</b>	<b>100,00%</b>

**11. FISCALITE DIRECTE LOCALE 2023.**

Le conseil municipal a voté en 2022 les taux suivants pour les contributions directes :

- le taux de la taxe du foncier bâti : 47,14 %.
- le taux de la taxe du foncier non bâti : 97,21 %.
- le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 15,91 %

La présente délibération propose d'adopter les mêmes taux des contributions directes pour 2023 (taxe du foncier bâti et taxe du foncier non bâti) tels que proposés ci-dessous.

- le taux de la taxe du foncier bâti : 47,14 %.
- le taux de la taxe du foncier non bâti : 97,21 %.
- le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 15,91 %

Le produit fiscal résulte de l'application de taux aux bases nettes d'imposition, lesquelles évoluent chaque année.

Depuis 2023, les communes retrouvent leurs capacités de moduler le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation. La délibération comporte donc le taux de THRS même s'il demeure inchangé par rapport aux années précédentes.

Pour rappel, depuis 2021, la réforme de la taxe d'habitation s'applique pleinement.

Pour l'année 2023, la fiscalité directe locale se décompose donc comme suit :

- maintien d'un taux de taxe d'habitation pour les résidences secondaires,
- vote du taux de la taxe foncière pour les propriétés bâties,
- vote du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties,

Le transfert de la part départementale de la taxe foncière ne couvrant pas les pertes de taxe d'habitation, la ville se voit appliquer un coefficient correcteur pour compenser le manque à gagner.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code général des impôts et notamment ses articles 1639A et 1636B sexies ;

**Vu** les lois de finances successives et notamment la loi de finances 2023 ;

**Vu** l'instruction budgétaire M14 ;

**Vu** la délibération n°DL2023-1603-003 du 16 mars 2023 relative au débat d'orientations budgétaires (DOB) – rapport d'orientations budgétaires (ROB) 2023 ;

**Vu** l'avis favorable de la commission des finances du 22 mars 2023 ;

**Considérant** l'obligation de la commune de voter, annuellement, les taux de contribution directe ;

**Considérant** l'équilibre du budget de l'exercice ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI,

**Monsieur le Maire** indique que la taxe d'habitation concerne désormais la taxe sur les résidences secondaires,

Celles-ci sont au nombre de 72 à Montmagny. Les taux sont identiques par rapport à l'année précédente.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 27 voix POUR et 2 ABSTENTIONS (Pascale ANDRIANASOLO et Thierry MANSION),**

- **DÉCIDE** de fixer pour l'année 2023 les taux d'imposition suivants :
  - le taux de la taxe du foncier bâti : 47,14 %.
  - le taux de la taxe du foncier non bâti : 97,21 %.
  - le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 15,91 %
- **DIT** que la présente délibération sera notifiée à l'administration fiscale.

## 12. SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2023 AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES.

Il est proposé au conseil municipal d'attribuer une subvention de fonctionnement pour un montant total de **442 734,44 euros**, au titre de l'exercice 2023, aux associations et autres organismes.

**Vu** la délibération n°DL2023-1603-003 du 16 mars 2023 relative au débat d'orientations budgétaires (DOB) – rapport d'orientations budgétaires (ROB) 2023 ;

**Vu** l'avis favorable de la commission des finances du 22 mars 2023 ;

**Vu** le vote du budget primitif 2022 ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Abdelaziz LALMI,

**Franck CAPMARTY** : « Le foyer socio-éducatif Utrillo a 3500 €, le foyer socio-éducatif Copernic 500 € et l'USEP JB CLEMENT 1500€. Pourquoi ces différences et pourquoi le foyer socio-éducatif Utrillo n'avait rien en 2022 ? »

**Monsieur le Maire** : « C'est pour financer les sorties, en 2022 le foyer socio-éducatif Utrillo n'a pas fait de demande. Il n'y a pas le même nombre d'élèves entre les deux collèges, ce qui explique la différence du montant. D'autre part, à Copernic il y a des élèves Groslaysiens. La ville de Groslay verse également une subvention de son côté. »

**Franck CAPMARTY** : « Malgré votre promesse à deux personnes de l'association Art'M de ne pas baisser la subvention, vous la diminuez de 1500 €. Pourquoi ? »

**Marie-Noëlle FLOTTERER** : « Monsieur CAPMARTY, comme vous le savez, nous traversons une période difficile sur le plan économique et social avec des restrictions budgétaires ; dans ce contexte, Monsieur le Maire et toute son équipe municipale ont été amenés à prendre des décisions parfois difficiles pour assurer la pérennité de nos finances publiques. La décision prise a été de répartir les efforts au sein des services de la ville eux-mêmes. Mais nous avons été obligés aussi de revoir les subventions allouées aux associations. C'est pourquoi malgré notre engagement permanent en faveur de la culture, nous avons été contraints de revoir le budget du service culturel ainsi que la subvention allouée à l'association culturelle ART'M avec qui nous partageons la programmation des événements culturels de la ville. Nous comprenons que cela puisse sembler difficile et que cela puisse avoir un impact, mais je pense sincèrement que cela doit nous inciter à travailler en lien plus étroit afin de ne pas réduire l'offre culturelle proposée aux Magnymontois. »

**Franck CAPMARTY** : « En lieu et place de Montmagny Sports, on retrouve des sections à part telles que athlétisme, football, sports dance... On passe de 143 500 à 127 500 € pour 5 disciplines. Pourquoi diminuer la subvention qui bénéficie directement aux Magnymontois et aux Magnymontoises ? »

**Monsieur le Maire** rappelle qu'il y avait 7000 € pour le karaté.

**Mourad AZZI** : « Cette baisse est essentiellement due au nombre d'adhérents qui a diminué puisqu'on est passé de 12 sections à 10 sections. Aussi, les 2 sections ayant quitté Montmagny Sports sont les plus importantes, elles comptent à elles seules 600 adhérents environ. Montmagny Sports compte aujourd'hui 760 adhérents contre 1300 précédemment.

**Monsieur le Maire** précise qu'il y a également la diminution de 10 000 € du commissaire aux comptes que Montmagny Sports ne paie plus avec le départ des 2 sections.



**Mourad AZZI** : « Aussi, en réalité, Montmagny Sports est une association qui n'a pas eu de baisse de subvention. Si on reprend les chiffres, 85 000 € pour Montmagny sports, plus 30 000€ pour le Foot, plus 8500 € pour l'Athlétisme, plus 10 000 € pour le commissaire aux comptes, on obtient un total de 133 500 € auxquels il faut ajouter les 7 500 € du karaté. »

**Franck CAPMARTY** : « Pour le CCAS, la diminution de 137 700 correspond à la diminution de l'excédent de 2022, on est d'accord. Cependant, cette diminution prend-elle en compte le besoin supplémentaire d'aide aux familles en difficulté compte tenu de la période actuelle ? Cette diminution paraît importante compte-tenu des besoins d'aujourd'hui et de l'inflation. »

**Monsieur le Maire** : « Les besoins ne diminuent pas et le financement ne diminue pas non plus dans le budget du CCAS. C'est seulement la subvention d'équilibre qui est différente d'une année sur l'autre pour tenir compte du résultat de l'année précédente. Il y a effectivement un fort résultat dû au chapitre 012 du personnel puisque des recrutements prévus n'ont pas eu lieu. »

**Franck CAPMARTY** : « Il est regrettable que la caisse des écoles n'existe plus, elle était la liaison entre les différents éléments de la population dans le cadre de l'école parents/professeurs/associations de parents et mairie. Pourquoi cette dissolution et à la demande de qui ? »

**Karine FARGES** : « On a déjà évoqué la dissolution de la caisse des écoles, actuellement mise en sommeil lors du précédent conseil municipal. On a expliqué que parmi les membres il n'y avait plus de parents d'élèves puisqu'il fallait adhérer et plus d'enseignants. Enfin, dans les dernières réunions, on n'avait que quelques directeurs d'écoles. Aujourd'hui, le budget correspondant a été totalement transféré sur le budget ville et on a toujours les conseils d'écoles qui nous font remonter les projets pour lesquels on ouvre les lignes budgétaires. Les classes spécifiques existent toujours, tout comme les classes transplantées, et tout comme l'équipement numérique. Ces engagements ont été pris et ils sont pérennes. Il s'agit juste d'un changement d'écriture comptable, en aucun cas il n'y a une remise en cause de la démocratie comme évoqué lors du conseil du 17 mars. »

**Franck CAPMARTY** : « Que devient l'association Exponentielle : avec une diminution de 2000 € sur les 3 000 € en 2022, il leur reste seulement 1000 €, pourquoi ? »

**Monsieur le Maire** : « On avait financé un projet exceptionnel en 2022. Cette année on finance un projet exceptionnel pour la danse. Ce ne sont pas des subventions pérennes, elles sont seulement sur un an. »

**Mourad AZZI** : « En 2022, l'association Exponentielle avait un projet à Avignon qui ne s'est pas réalisé. »

**Monsieur le Maire** : « Ils le referont cette année probablement. »

**Franck CAPMARTY** : « Pour l'association Aiguillage, pourquoi rien en 2022 et 22 000 € cette année. ? »

**Monsieur le Maire** : « Il n'y avait pas rien l'année dernière, ce n'est pas une subvention, c'est la convention signée entre les villes de Montmagny, Deuil-la-Barre, le Département et la Communauté d'Agglomération Plaine Vallée pour 2023 – 2026. Il s'agit des 10% de participation que l'on a votés la dernière fois. »

**Franck CAPMARTY** : « Certains ne sont pas contents de leur activité. »

**Franck CAPMARTY** : « Les jardins familiaux de la Butte Pinson n'existent plus ? »

**Monsieur le Maire** : « Ils existent toujours mais n'ont pas formulé de demande pour cette année. »

**Franck CAPMARTY** : « Pourquoi les subventions aux associations St Vincent de Paul et Grain d'Epice sont dissimulées aux yeux de la population magnymontoise à travers le CCAS dont les comptes-rendus sont inaccessibles au public ? Le caractère caritatif existe également dans des associations inscrites au budget général. Vous m'avez dit : « C'est du caritatif avec le CCAS et on en a aussi avec les associations ». Pourquoi ces subventions sont cachées ? »

**Monsieur le Maire** : « Je me lasse de répondre tous les ans à cette même question. Les subventions ont été regroupées dans le budget du CCAS, il y aura 5000 € pour la conférence St Vincent de Paul et 1000 € pour le Grain d'Epice en 2023. »

**Franck CAPMARTY** regrette que les comptes-rendus du CCAS ne soient pas rendus publics.

**Monsieur le Maire** répond qu'ils sont rendus publics.

**Franck CAPMARTY** demande où se trouvent ces comptes-rendus.

**Monsieur le Maire** répond qu'ils sont affichés sur les panneaux de la mairie.

**Franck CAPMARTY** demande si c'est affiché sur le site internet de Montmagny.

**Monsieur le Maire** répond par la négative.

**Franck CAPMARTY** : « Le total de cette année c'est – 13 000 € par rapport à l'année dernière au détriment de la population pour les associations qui travaillent avec et pour les magnymontois. »

**Monsieur le Maire** : « À part ART'M il n'y a pas de diminution de subvention cette année et même plutôt des augmentations. »

**Franck CAPMARTY** insiste sur cette diminution.

**François ROSE** rappelle que des associations n'ont pas fait de demande cette année. Les 10 000 € du commissaire aux comptes ne doivent pas être pris en compte dans le montant des subventions.

**Monsieur le Maire** : « Et également, la subvention de l'association Exponentielle, exceptionnelle, il faut une balance exacte pour voir si ça baisse ou si ça augmente.

**Laurent POULOT** : « Dans Montmagny sports, de nombreux clubs sont partis, vous avez répondu concernant le montant de la subvention de 85 000 € et il y avait Montmagny Sports danse, aussi ils ont une action différente, ils ne sont pas assimilés dans les 85 000 €. Je suppose qu'ils ont d'autres projets. »

**Monsieur le Maire** indique que Montmagny Sports danse a réalisé une animation le week-end dernier avec une subvention exceptionnelle.

**Laurent POULOT** : « Au niveau de l'ASFMS-FOOT EN SALLE : 1000 € de subvention, est-ce qu'ils ont demandé ce montant précisément ou plus ? Connaissant un peu le club, ils ont des arbitres à payer toutes les semaines et ils ont la même subvention que des associations comme le rugby club de la vallée de Montmorency ; combien y a-t-il d'adhérents Magnymontois qui vont là-bas ?

Madame Flotterer a indiqué qu'il fallait faire des économies, Monsieur l'adjoint au sport disait le nombre d'adhérents, la différence est là. Je sais qu'ils ont à peu près soixante adhérents le foot en

salle, dont 2 équipes : une en régionale et l'autre en val d'Oise. Ils ont des arbitres à payer. Ont-ils demandé cette somme ? »

**Monsieur le Maire** : « Ils avaient demandé 1500 € et ont eu comme l'année dernière 1000 €. »

**Laurent POULOT** : « Je sais que vous connaissez bien le football, nous sommes de la même équipe mais plus dans la même section. »

**Monsieur le Maire** précise qu'il n'a pas changé de club.

**Laurent POULOT** : « Rugby Club Vallée Montmorency ne fait pas partie de Montmagny et a obtenu 1000 € de subvention. Combien de magnymontois sont adhérents ? Ils ont obtenu le même montant que l'ASFSM-FOOT EN SALLE. En comparaison avec Montmagny VTT ayant obtenu 2500 €, je m'étonne d'une telle différence, le Futsal ont des ballons et des arbitres à payer »

**Monsieur le Maire** : « Le débat des attributions de subvention n'a pas à avoir lieu ce soir, une réunion spécifique à ce sujet a lieu en amont en fonction des demandes et des projets que les associations élaborent et également du prix des cotisations qu'elles demandent. Le nombre également des personnes en loisir ou en compétition est pris en compte, c'est comme cela que c'est défini. Cette année, le rugby va recevoir une subvention car de nombreux enfants magnymontois y vont. »

**Laurent POULOT** : « Combien ? »

**Monsieur le Maire** : « Je ne l'ai pas en tête. Groslay verse 8000 €, Enghien-les-Bains 11 000 €, Soisy-sous-Montmorency 13 000 €, Deuil-la-Barre 5000 €. Aussi Montmagny ne donne que 1000 € en fonction du pourcentage et du nombre d'adhérents de Montmagny. »

**Laurent POULOT** : « Si on compare les associations ASFSM-FOOT EN SALLE et Montmagny VTT, je pense qu'il y a une grosse différence. Ça ressemble à la « politique des copains ». »

**Monsieur le Maire** rétorque que le temps de la « politique des copains » est révolu, l'adjoint au sport s'appelle Mourad AZZI.

**Laurent POULOT** : « Celui qui signait les chèques c'est Patrick FLOQUET, quels qu'ils soient. »

**Mourad AZZI** : « Chaque section a sa nature. Le VTT a des coûts tels que du matériel et un peu plus que le foot en salle ou qu'une autre section. Je trouve que c'est particulier de mettre en opposition les sections puisqu'elles ont toutes leurs spécificités et des besoins différents. Le VTT met en place des animations dans la ville telles que les 3h du VTT à la Butte Pinson et des sorties. Je réitère que votre analyse est particulière et je trouve regrettable de comparer les sections de la sorte. »

**Laurent POULOT** approuve le fait que tous les sports ne se ressemblent pas.

**Mourad AZZI** : « Là c'est pour illustrer la baisse de la subvention de l'association Montmagny sports, mais ce n'est pas pour mettre en opposition une section avec une autre. C'est complètement différent. On se base sur le nombre d'adhérents et l'association Montmagny sports, vous ne pouvez pas le nier, a perdu un nombre conséquent d'adhérents. »

**Laurent POULOT** : « Les grosses sections sont parties, je le sais bien. »

**Mustapha BAMBA** : « Je suis licencié à la FSE et joue en régional. J'aimerais savoir ce qui vous a été remonté. »

**Laurent POULOT** : « J'ai créé le club de futsal, c'est pour cela que je m'y intéresse. »

**Mustapha BAMBA** : « Je vous demande de répondre par rapport au montant de la subvention allouée. »

**Laurent POULOT** : « Moi-même, je compare et je connais les présidents. Je connais le montant que coûte un arbitre chaque semaine. Je ne savais pas que vous étiez licencié à la FSE. Vous devriez mieux vous battre pour votre club.

Le montant alloué de 1000 €, ce n'est pas beaucoup par rapport à l'augmentation du prix des arbitres, de l'électricité ou du gaz. Je trouve que 1000 € c'est peu, sachant qu'il y a 60 adhérents. J'ai conscience qu'il y a le prix des licences et tout ça qui rentre en compte et qui apporte une attractivité.

Je sais le niveau où vous jouez puisque je vous suis sur facebook. Je trouve que c'est un club porteur et j'en suis fier parce que je l'ai créé. »

**Mustapha BAMBA** : « Vous l'avez créée en 2003, il me semble. »

**Franck CAPMARTY** : « Pour ces subventions aux associations, il n'y en a qu'une, si j'ai bien compris, qui a eu une diminution cette année : c'est ART'M. Vous avez dit qu'il fallait faire des économies, dans ce cas donnez-leur un peu d'électricité ou de gaz. »

**Marie-Noëlle FLOTTERER** : « Je croyais vous avoir déjà répondu, monsieur CAPMARTY. »

**Franck CAPMARTY** : « Ce n'est pas la peine effectivement. Assumez vos choix. Vous m'avez donné vos raisons tout à l'heure, ça y est j'ai compris. Mais 1500 € en moins pour ART'M et c'est la seule association ayant une telle diminution. »

**Monsieur le Maire** : « J'ajoute que c'est la subvention que la ville verse et il y a également tout ce qui est annexe et qu'il faudrait prendre et c'est-à-dire la location des salles, le personnel communal, les fluides... etc. qui n'entrent pas là en ligne de compte, mais qui existent et qui ont un coût très important pour la ville. »

**Franck CAPMARTY** : « Oui mais ça, ça existe toujours. Il n'y a rien de nouveau pour ça, la seule chose nouvelle, c'est les moins 1500 €, tout le reste existait déjà. »

**Marie-Noëlle FLOTTERER** : « Non, monsieur Capmarty, il y a quelque chose de nouveau, c'est que mon budget culturel a aussi baissé et l'effort a été conjoint. C'est ce que j'essaie de vous dire depuis tout à l'heure. »

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à la majorité avec 26 voix POUR et 3 ABSTENTIONS (Alain BOCCARA, Laurent POULOT et Franck CAPMARTY),**

- **APPROUVE** l'attribution d'une subvention de fonctionnement 2023 aux associations et autres organismes comme suit :

Article	Subventions : nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	A l'école des abeilles Butte Pinson	800,00 euros
6574	AFRIKACOEUR	1 000,00 euros
6574	AIKIDO Orchestra	2 500,00 euros
6574	ALSA	1 500,00 euros

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

6574	A.M.I Services	500,00 euros
6574	ART'M	46 500,00 euros
6574	ASFSM-FOOT EN SALLE	1 000,00 euros
6574	Association des donneurs de sang	300,00 euros
6574	Association Sportive du collège Nicolas COPERNIC	600,00 euros
6574	Association Sportive du collège Maurice UTRILLO	800,00 euros
6574	Atout jeux	7 600,00 euros
Article	Subventions : nom de l'organisme	Montant de la subvention
6574	Association Franco-Portugaise de Montmagny	300,00 euros
6574	1ère compagnie d'arc	1 300,00 euros
6574	B2M (Football à 7)	1 000,00 euros
6574	C.O.S.	62 000,00 euros
6574	CRDRBP (Butte Pinson)	250,00 euros
6574	Espoir du Val d'Oise	2 000,00 euros
6574	Exponentielle	1 000,00 euros
6574	Foyer socio-éducatif Copernic	500,00 euros
6574	Foyer socio-éducatif Utrillo	3 500,00 euros
6574	La Géode	400,00 euros
6574	Merci la vie	450,00 euros
6574	Montmagny Athlétisme	8 500,00 euros
6574	Montmagny Football Club	30 000,00 euros
6574	Montmagny Handball	8 000,00 euros
6574	Montmagny Karaté Club	7 000,00 euros
6574	Montmagny Pétanque	150,00 euros
6574	Montmagny Seniors	5 000,00 euros
6574	Montmagny Sports	85 000,00 euros
6574	Montmagny Sports danse	3 000,00 euros
6574	Montmagny VTT	2 500,00 euros
6574	Rugby Club Vallée Montmorency	1 000,00 euros
6574	Sprimontmagny	1 000,00 euros
6574	Tennis club Charles Grimaud	9 400,00 euros
6574	Terre et Cultures	350,00 euros
6574	TIR 360	1 000,00 euros
6574	Twirling club	5 500,00 euros
6574	USEP JB CLEMENT	1 500,00 euros
<b>TOTAL A</b>		<b>304 700,00 euros</b>

ORGANISMES PROJET DSU	MONTANTS ALLOUÉS
A l'école des abeilles Butte Pinson	1 000,00 euros
Aiguillage	500,00 euros
ART'M	5 800,00 euros
Atout jeux	13 500,00 euros
<b>TOTAL B</b>	<b>20 800,00 euros</b>

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

AUTRES ORGANISMES	MONTANTS ALLOUÉS
Aiguillage	22 000,00 euros
Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)	95 234,44 euros
<b>TOTAL C</b>	<b>117 234,44 euros</b>

- **DIT** que l'ensemble des subventions s'élève à **442 734,44 euros**, et est compris dans le total du chapitre 65 au budget communal.
- **DIT** que la subvention communale accordée aux associations de **347 500,00 euros** est inscrite à l'article 6574 au budget communal.
- **DIT** que la subvention communale accordée au Centre Communal d'Action Sociale de **95 234,44 euros** est inscrite à l'article 657362 au budget communal.

**13. APPROBATION DE LA MODIFICATION A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE L'ASSOCIATION MONTMAGNY SPORTS ET LA COMMUNE DE MONTMAGNY AU TITRE DE L'ANNEE 2023.**

La commune de Montmagny soutient, dans le cadre de sa politique sportive, l'association Montmagny Sports par le versement d'une subvention annuelle.

Il est rappelé que l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, prévoit l'obligation de conclure une convention, lorsque les subventions publiques dépassent un montant annuel de 23 000 €.

La subvention accordée en l'espèce par la ville s'élevant à 85 000 €, le conseil municipal, lors de sa séance du 15 décembre 2022, a approuvé une convention d'objectifs pour l'année 2023 et autorise Monsieur le Maire à signer cette dernière.

Cependant, afin de mieux prendre en compte le fonctionnement de l'association et des sections la composant et en collaboration avec Montmagny Sports, il est nécessaire de modifier l'article 4.3 dans son quatrième item. Ce dernier concerne les conditions et répartitions de la contribution financière municipale.

La municipalité attend de l'association Montmagny Sports qu'elle mette en œuvre son objet statutaire qui est de « favoriser la pratique d'un sport individuel ou collectif, en loisir ou en compétition » par le biais d'une offre large et répondant au plus grand nombre, avec la mise en place d'une dizaine de disciplines.

L'objectif est également de diffuser les valeurs du sport comme le courage, l'abnégation, le dépassement de soi et les bienfaits de la pratique physique et sportive sur la santé.

L'association doit mettre en place des dispositifs d'évaluation de ses actions et rendre compte à la municipalité de la gestion de ses finances.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la modification de la convention d'objectifs entre l'association Montmagny Sports et la commune de Montmagny au titre de l'année 2023, telle que figurant en annexe et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi modifiée.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

**Considérant** le soutien apporté à l'association Montmagny Sports ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Mourad AZZI ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,**

- **APPROUVE** la modification de la convention d'objectifs entre l'association Montmagny Sports et la commune de Montmagny au titre de l'année 2023 concernant le quatrième item de l'article 4.3 qui est désormais libellé comme suit : « la diminution drastique des frais fixes inhérents au fonctionnement de l'association, due à la baisse de 40% des effectifs suite au départ de 2 sections, pour ne pas pénaliser les sections composant Montmagny Sports lors de la répartition de la subvention municipale. »
- **DIT** que les autres articles de la convention demeurent inchangés ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention ainsi modifiée et jointe en annexe ;
- **PREND ACTE** que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la commune ;

#### **14. BILAN DES CESSIONS ET DES ACQUISITIONS FONCIERES 2022.**

L'article 11 de la loi n°95-127 du 8 février 1995 prévoit que les collectivités territoriales délibèrent tous les ans sur le bilan de leurs acquisitions et cessions immobilières.

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2241-1 ;

**Considérant** qu'en 2020, le conseil municipal s'est prononcé par délibération n° D/2020/06.10/66 en date du 06 octobre 2020 sur la cession des parcelles AC 663 et 666 sises respectivement lieu-dit « Les Trois Cornets » d'une superficie de 1 033 m<sup>2</sup> et rue Maurice Berteaux d'une superficie de 357 m<sup>2</sup> dont l'acte de vente a été signé le 8 septembre 2022 au profit de la société SCI IE060 MONTMAGNY pour un montant de 132 050 € H.T. soit de 158 460 € T.T.C. ;

**Considérant** qu'en 2022, le conseil municipal s'est prononcé à deux reprises par délibération n°DL2022-1703-013 en date du 17 mars 2022 puis par délibération rectificative n° DL2022-3006-051 en date du 30 juin 2022, sur l'acquisition de la parcelle AB 815 sise rue du Clos de Pontoise d'une superficie totale de 34 m<sup>2</sup> dont l'acte de vente a été signé le 29 septembre 2022 avec la SCI 99 avenue de la Gare pour un montant d'un euro symbolique ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur François ROSE,

**Franck CAPMARTY** : «128 € le m<sup>2</sup>, c'est dérisoirement bas par rapport au prix sur Montmagny. Je trouve que c'est une très mauvaise négociation de la mairie avec les acheteurs.»

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

**François ROSE** : « Monsieur Capmarty, vous parlez certainement des parcelles rue Maurice Berteaux, c'était lors d'une délibération prise en 2020. Aujourd'hui, on fait le bilan d'une délibération qui a été prise deux ans plus tôt et pour laquelle l'acte a été signé en septembre 2022. C'est à ce moment-là qu'il fallait dire que ce n'était pas assez cher. Par ailleurs, je voudrais faire une remarque sur le prix, tous les propriétaires de ces secteurs ont vendu au même prix. Même celui qui avait la parcelle de 8000 m<sup>2</sup>. Je ne partage donc pas votre avis. »

**Monsieur le Maire** : « Nous avons également sollicité l'avis des domaines. »

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

- **PREND ACTE** du bilan des acquisitions et cessions immobilières pour l'année 2022 qui se présente comme suit :

**Cessions immobilières : parcelles AC 663-666 sises lieu-dit « Les Trois Cornets » et rue Maurice Berteaux pour un montant de 132 050 € H.T. soit de 158 460 € T.T.C. au profit de la société SCI IE060 MONTMAGNY.**

**Acquisitions immobilières : parcelle AB 815 sise rue du Clos de Pontoise pour un montant d'un euro symbolique à la SCI 99 avenue de la Gare**

**Echanges fonciers : Néant**

- **DIT** que les sommes ont été inscrites au budget de la commune ;

## **15. CHEMIN RURAL DU CLOS GAUCHE : DESAFFECTATION PARTIELLE.**

Lorsqu'un chemin rural cesse d'être affecté à l'usage du public, la vente peut être décidée après enquête publique par le conseil municipal.

A cet égard, la fonction de desserte du chemin rural du Clos Gauche a été supprimée partiellement, par mise en place de clôtures depuis juillet 2008, en raison de nombreux et fréquents dépôts sauvages déposés par des habitants. Par ailleurs, ce chemin rural n'était plus usité par les administrés compte-tenu de son emplacement non sécurisé.

Un dossier d'enquête doit être constitué conformément aux articles L. 161-10 et R 161-26 du code de la voirie routière, la durée de l'enquête étant fixée à quinze jours.

Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

C'est pourquoi, il est proposé au conseil municipal de donner son accord pour engager la désaffectation partielle du chemin rural du Clos Gauche, conformément au plan de géomètre, d'autoriser le Maire à constituer le dossier d'enquête publique et d'organiser le déroulement de cette enquête conformément aux dispositions du code de la voirie routière.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la voirie routière et notamment les articles L. 161-10, R 161-25 et R 161-26 ;

**Considérant** le projet poursuivi par la Commune, ci-dessus exposé, consistant en la suppression partielle du chemin rural du Clos Gauche, conformément au plan de géomètre annexé à la présente délibération ;

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023



**Considérant** qu'il y a lieu préalablement d'organiser une enquête publique

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur François ROSE,

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

- **DECIDE** de donner son accord pour engager la désaffectation partielle du chemin rural du Clos Gauche, conformément au plan de géomètre ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à constituer le dossier d'enquête publique et à organiser le déroulement de cette enquête conformément aux dispositions du code de la voirie routière ;
- **PREND ACTE** que le conseil municipal sera consulté à l'issue de l'enquête publique pour se prononcer sur la désaffectation partielle du chemin rural du Clos Gauche ainsi que sur la vente du ou des terrains issus de cette désaffectation ;

#### 16. DECISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE SES DELEGATIONS.

Conformément à l'article L 2122-23 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions numérotées de **2023-026 à 2023-031**.

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-23 ;

**Considérant** qu'il convient d'informer les membres du conseil municipal des décisions numérotées de 2023-026 à 2023-031, prises par Monsieur le Maire dans le cadre de ses délégations ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, monsieur Patrick FLOQUET ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,**

- **PREND ACTE** des décisions suivantes prises par Monsieur le Maire depuis la dernière séance du conseil municipal.

N°	TIERS	DÉSIGNATION	DUREE/DATES	INCIDENCE FINANCIERE
<u>2023/026</u>	Bien Hêtre Socio-Esthéticienne	Relative à l'acceptation du devis n°23002 de la société Bien Hêtre Socio-Esthéticienne pour la mise en place de 2 ateliers socio-esthétiques	10-mars-23	220,00 € TTC
<u>2023/027</u>	MARLENE MARTIN	Relative à l'acceptation du devis n°2023009 pour la mise en place d'animations « d'éveil musical et artistique et fabrication de matériel pédagogique » avec madame Marlène MARTIN éducatrice jeunes enfants	de mars à juin 2023	440,00 € TTC
<u>2023/028</u>	LA FERME D'ECANCOURT	Relative à la signature d'une convention séjour de découverte pour un groupe d'enfants de l'école Jean-Baptiste Clément à la ferme pédagogique d'Ecancourt	Du lundi 30 janvier 2023 au jeudi 03 février 2023	8813,50 € TTC
<u>2023/029</u>	PONEYS DES QUATRE SAISONS	Relative à la signature d'une convention de classe de découverte pour un groupe d'enfants de l'école Jules Ferry au centre « Poneys des Quatre Saisons » à EPINEAU LES VOVES	Du mardi 20 juin 2023 au vendredi 23 juin 2023	30 587,00 € TTC

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023

<u>2023/030</u>	DOMAINE DU TRUPT	Relative à la signature d'une convention de classe de découverte pour un groupe d'enfants de l'école élémentaire Les Lévriers au centre « Domaine du Trupt » à LUVIGNY	Du mercredi 31 mai 2023 au vendredi 02 juin 2023	11 208,00 € TTC
<u>2023/031</u>	MULTI-ATTRIBUTAIRES	<p>Relative à l'attribution d'un accord-cadre « Marché MP22011 : Organisation de séjours d'été pour les enfants magnymontois de 4 à 13 ans » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lot n°01 : SEJOURS A THEME (6/10 ans) avec les titulaires EVA/VACANCES FARWEST/Assoc. ADN ;</li> <li>• Lot n°02 : SEJOURS A THEME (11/13 ans) avec les titulaires EVA/CJH/ PONEYS DES QUATRE SAISONS ;</li> <li>• Lot n°3 : SEJOURS MULTI-ACTIVITES (4/6 ans) avec les titulaires CJH/ PONEYS DES QUATRE SAISONS /SARL VELS ;</li> <li>• Lot n°4 : SEJOURS MULTI-ACTIVITES (6/10 ans) avec les titulaires ADN/CJH/EVA ;</li> <li>• Lot n°5 : SEJOURS A DOMINANTE SPORTIVE (11/13 ans) avec les titulaires EVA/ PONEYS DES QUATRE SAISONS /CJH.</li> </ul>	Année 2023	<p>Montants maximums annuels HT :</p> <p>Lot n°1 : 15 000 €  Lot n°2 : 10 000 €  Lot n°3 : 5 000 €  Lot n°4 : 20 000 €  Lot n°5 : 10 000 €</p>

### INFORMATIONS

- Etats faits délictueux

<b>Cambriolages</b>	<b>2022</b>	<b>2019</b>	<b>%</b>
1- Argenteuil	478	401	+ 19,2
2- Sarcelles	166	225	- 26,2
3- Goussainville	150	148	+ 1,35
4- Cergy	137	170	- 19,41
5- Deuil-la-Barre	120	148	- 18,92
6- Eaubonne	118	95	+ 24,21
7- Herblay	113	144	- 21,53
8- Bezons	104	179	- 41,9
9- Ermont	101	112	- 9,82
10- Cormeilles-en-Parisis	99	125	- 20,8
11- Pontoise	93	108	- 13,89
12- Sannois	88	109	- 19,27
13- Garges-lès-Gonnesse	86	117	- 26,5
14- Villiers-le-Bel	79	113	- 30,09
15- Domont	76	66	+ 15,15
16- Taverny	71	98	- 27,55
17- Saint-Brice-sous-Forêt	68	92	- 26,09
18- Montmorency	67	87	- 22,99
19- Gonesse	64	97	- 34,02
20- Montmagny	63	73	- 13,7

Cambriolages : 1901

<b>Vols de véhicules</b>	<b>2022</b>	<b>2019</b>	<b>%</b>
1- Argenteuil	457	430	+ 6,28
2- Bezons	220	131	+ 67,94
3- Sarcelles	201	236	- 14,83
4- Cergy	162	191	- 15,18
5- Herblay-sur-Seine	127	145	- 12,41
6- Gonesse	124	137	- 9,49
7- Goussainville	120	120	0
8- Taverny	118	128	- 7,81
9- Franconville	117	118	- 0,85
10- Saint-Ouen-l'Aumône	103	88	+ 51,14
11- Corneilles-en-Parisis	101	96	+ 5,21
12- Garges-lès-Gonnesse	101	155	- 34,84
13- Sannois	100	70	+ 42,86
14- Villiers-le-Bel	91	106	- 14,15
15- Eaubonne	90	94	- 4,26
16- Pontoise	83	120	- 30,83
17- Montmorency	78	111	- 29,73
18- Ermont	72	62	+ 16,13
19- Domont	65	68	- 4,41
20- Soisy-sous-Montmorency	65	80	- 18,75

Annexes : voir annexe n° 10 (PME)

<b>Coups et blessures volontaires</b>	<b>2022</b>	<b>2019</b>	<b>%</b>
1- Argenteuil	862	578	+ 49,13
2- Sarcelles	507	342	+ 48,25
3- Cergy	483	363	+ 48,25
4- Garges-lès-Gonnesse	303	298	+ 1,68
5- Bezons	246	177	+ 38,98
6- Villiers-le-Bel	225	159	+ 41,51
7- Gonesse	220	153	+ 43,79
8- Goussainville	202	176	+ 14,77
9- Pontoise	196	166	+ 18,07
10- Roissy-en-France	191	228	- 16,23
11- Franconville	167	143	+ 16,78
12- Ermont	165	123	+ 34,15
13- Herblay-sur-Seine	156	108	+ 44,44
14- Saint-Ouen-l'Aumône	146	102	+ 43,14
15- Sannois	143	76	+ 88,16
16- Eaubonne	126	101	+ 24,75
17- Persan	109	89	+ 22,47
18- Corneilles-en-Parisis	100	82	+ 21,95
19- Montigny-lès-Cormeilles	100	177	- 43,5
20- Arnouville	98	81	+ 20,99

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 6 janvier 1978.

Vols violents sans arme	2022	2019	%
1- Argenteuil	220	238	- 7,56
2- Sarcelles	198	343	- 42,27
3- Cergy	184	227	- 18,94
4- Garges-lès-Gonnesse	99	235	- 57,87
5- Villiers-le-Bel	68	75	- 9,33
6- Pontoise	57	70	- 18,57
7- Gonesse	44	72	- 38,89
8- Bezons	42	51	- 17,65
9- Saint-Gratien	42	42	0
10- Goussainville	41	65	- 36,92
11- Ermont	40	44	- 9,09
12- Saint-Ouen-l'Aumône	38	59	- 35,59
13- Montmagny	37	27	+ 37,04
14- Roissy-en-France	37	70	- 47,14
15- Herblay-sur-Seine	33	38	- 13,16
16- Deuil-la-Barre	33	57	- 42,11
17- Franconville	32	38	- 15,79
18- Arnouville	30	48	- 37,5
19- Sannois	30	32	- 6,25
20- Eaubonne	24	21	+ 14,29

Vols violents sans arme. ©Dcl

**QUESTIONS ORALES**

Néant

La séance du conseil municipal est close à **22h59**.

La secrétaire de séance


**Mireille BENATTAR**

Le Maire,



**Patrick FLOQUET**

Conformément au décret n° 2021-1311 du 07 octobre 2021, un exemplaire papier du présent procès-verbal est mis à disposition du public. Les horaires d'ouverture de la mairie sont du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h45 à 17h30, le samedi de 09h00 à 12 h00.

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, les délibérations susmentionnées dans le présent compte-rendu peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à partir de la date où elles sont devenues exécutoires.

« Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>) ».

Accusé de réception en préfecture  
095-219504271-20230705-DL2023-0507-033-DE  
Date de télétransmission : 10/07/2023  
Date de réception préfecture : 10/07/2023